



Luiz Inácio Lula da Silva
dans son bureau
du palais présidentiel
à Brasília,
en septembre 2007.
LA LO DE ALMEIDA/
THE NEW YORK TIMES

Les mesures
d'assistance
aux plus pauvres
et les investissements
dans les infrastructures
ont permis
au plus grand pays
d'Amérique latine
de réaliser un bond
spectaculaire en huit ans.

PAR LAMIA OUALALOU
RIO DE JANEIRO

A l'automne, peu après l'élection présidentielle du 3 octobre, Ricardo Mendonça retournera voir ses parents à Itatuba, une petite bourgade de l'État de Paraíba, dans le Nordeste brésilien. Cela fait des mois que le jeune homme économise pour se payer le voyage depuis Rio de Janeiro. « Je ne les ai pas vus depuis 2003, et même avec le téléphone, c'est dur », soupire-t-il.

Ricardo avait 18 ans quand il a quitté son village, poussé par un instinct de survie et la promesse d'hébergement d'un oncle, installé à Rio de Janeiro. « Je viens d'une famille très pauvre. Avec mon frère, on travaillait tous les matins dans les champs, pour aider nos parents. L'après-midi, on allait à l'école à bicyclette, à 8 km de la maison », raconte-t-il. Au total, le foyer parvenait à dégager un revenu de 100 réis (45 euros) par mois. « Nous buvions l'eau du fleuve, on tombait tout le temps malades. Rester, c'était me condamner », se souvient-il.

À Rio de Janeiro, l'adolescent trouve un emploi de concierge. Encouragé par ses professeurs, il rêve d'entrer à l'université. Il lui faudrait pour cela déboursier 600 réis (270 euros) par mois, inaccessible. « J'allais laisser tomber quand on m'a parlé du ProUni. J'ai tenté ma chance et j'ai reçu une bourse. Dans trois ans, je serai diplômé en droit ! », s'enthousiasme Ricardo. Le programme, lancé en 2005 par le gouvernement fédéral, offre des bourses partielles ou intégrales à des étudiants pauvres, pourvu qu'ils soient performants.

Pour convaincre les institutions privées, qui ont longtemps boudé ce public, l'État leur offre des exonérations fiscales. En cinq ans, plus de 700 000 étudiants ont bénéficié du programme, changeant le visage de l'université. La mesure a fait bouillir de colère : s'apercevant que ces étudiants s'intégraient parfaitement, plusieurs universités ont baissé leurs frais de scolarité. En novembre 2009, quelque 31 % des 5,9 millions d'inscrits à l'université venaient de familles à bas revenu. La proportion a doublé par rapport à 2002.

« Avant lui, tout était prédéterminé pour nous »

« Comme mes parents sont analphabètes, au début, ils n'ont pas bien compris pourquoi je voulais étudier. Maintenant, ils pleurent de fierté. Tout ça, c'est grâce à Lula. C'est le premier à penser que même si on naît pauvre, on doit avoir sa chance. Avant lui, tout était prédéterminé pour nous », assure Ricardo. « Pour mes parents aussi, la vie s'est transformée. Ils ont droit à des crédits d'agriculture familiale, on nous a installé l'eau dans le village, ma mère a même pu prendre sa retraite », poursuit-il avec fougue.

Des histoires comme celle de Ricardo, le Brésil en compte par millions. À trois mois de la fin de son second mandat, c'est un pays métamorphosé que le président Luiz Inácio Lula da Silva laissera à son successeur. Lorsqu'il accède au Planalto, le palais présidentiel à Brasília, c'est une nation sans grands espoirs qui accepte de donner sa chance au turbulent barbu, omniprésent sur la scène électorale depuis le rétablissement de la démocratie, en 1985. Dès la première élection au suffrage universel, en 1989, Lula est bien placé. L'ex-syndicaliste, qui a dirigé les grandes grèves des années 1970 contre la dictature et créé en



Lula est l'incarnation de l'ascension sociale, la personification du nouveau héros brésilien, qui est le travailleur, avec un contrat de travail, et des droits

MARCELO NERI, ÉCONOMISTE DE LA FONDATION GETULIO VARGAS



Comment Lula a transformé le Brésil

1980 le Parti des travailleurs (PT), promet le grand soir. Les élites et les médias terrorisent la classe moyenne en assurant qu'en cas de victoire de la gauche, ils devront héberger chez eux un sans-domicile fixe. Lula est défait.

En 1994, puis en 1998, c'est la soif de stabilité qui offre deux mandats consécutifs au Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB). Son leader, le sociologue Fernando Henrique Cardoso, est le visage du plan real, qui a créé une nouvelle monnaie et mis fin au cauchemar de l'hyperinflation. « On lui doit la stabilisation de l'économie. Mais le PSDB n'a rien proposé de plus aux pauvres. Au bout de quelques années, ça n'a plus suffi », analyse Marcus Figueredo, politologue à l'université d'État de Rio de Janeiro. Cardoso est très impopulaire lorsqu'il quitte le pouvoir, fin 2002. « Lula a assumé son héritage, en reprenant à son compte une politique monétaire et économique contraire à ce qu'il prêchait. Mais, parallèlement, il a mis en place une politique sociale pour aider les plus pauvres, en milieu urbain comme dans les campagnes », ajoute l'universitaire.

Le programme « faim zéro »

Le chef de l'État regroupe les quelques mesures sociales de son prédécesseur et leur donne une étendue jusqu'alors inimaginable. Le nom du programme en résumé l'objectif final : « faim zéro ». Sa mesure phare, *bolsa família* (« bourse famille »), démarre en 2004, avec le versement d'une allocation aux familles les plus modestes en échange de la scolarisation et du suivi médical des enfants. Versant entre 22 et 220 réis (entre 10 et 100 euros), selon le revenu et le nombre d'enfants, il concerne aujourd'hui 12,6 millions de foyers, soit une cinquantaine de millions de Brésiliens. Le petit carton jaune permet aux familles d'enrichir les repas et relance le commerce dans les municipalités les plus démunies, en particulier dans le Nordeste, où la concentration de bénéficiaires de la bourse est la plus élevée. Les villes peuvent aussi bénéficier du programme « sécurité alimentaire », qui approvisionne les crèches et les écoles, met à la disposition des familles sans ressources une banque des aliments, ainsi

que des « restaurants populaires » qui offrent des repas complets pour un real (0,44 euro).

L'origine des aliments est une autre façon d'augmenter les revenus dans les zones rurales : pour avoir droit aux subventions publiques, il faut s'approvisionner auprès de l'agriculture familiale. Les petits paysans reçoivent des crédits pour s'équiper, bénéficient de programmes d'irrigation, de l'installation de citernes, ainsi que de l'arrivée de l'électricité dans dix millions de foyers, avec le plan « lumière pour tous ». En décidant, tous les ans, d'augmenter le salaire minimum très au-dessus de l'inflation – de 54 % entre 2003 et 2010 –, le gouvernement augmente le revenu de 27 millions d'employés et de 18,5 millions de retraités, dont la pension est indexée sur le salaire minimum, lequel atteint aujourd'hui 520 réis (231 euros).

Pour la première fois de l'histoire, le Brésil assiste à une réduction continue, et inédite, des inégalités. En deux mandats, 24 millions de Brésiliens sortent de la misère, alors que 31 millions entrent dans la classe moyenne. Géographiquement, la redistribution est nette. « Tout le Brésil est en effervescence, mais dans le Nordeste, on trouve des croissances à la chinoise, de 10 à 12 % », précise Marcus Figueredo. Les attaques contre l'assistance font long feu. « Les politiques sociales sont responsables d'un tiers de la réduction des inégalités, le reste est généré par la hausse des revenus du travail », calcule Marcelo Neri, économiste de la Fondation Getulio Vargas à Rio. Pour lui, ceux qui expliquent la popularité du chef d'État sortant par une image de « père des pauvres » n'ont pas saisi l'ampleur des métamorphoses. « Lula n'est pas le père de personne : il est l'incarnation de l'ascension sociale, la personification du nouveau héros brésilien, qui est le travailleur, avec un contrat de travail, et des droits », insiste-t-il. En sept ans, plus de 14 millions d'emplois formels ont été créés, en dépit d'un travail au noir encore élevé. « Le Brésil a changé d'échelle. Dans la décennie 1990, on créait 600 000 emplois par an, on est passé à 1,4 million par an sous Lula », dit Marcelo Neri.

La encore, le rôle de l'État est central. Après avoir vu ses prérogatives remises en cause dans les années 1990 à travers une politique fiscale rigoureuse et des privatisations, il reprend sa place. Les universités publiques, fragilisées par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, qui tablait sur une privatisation de l'éducation, reçoivent des crédits qui leur permettent d'augmenter les professeurs et de se développer. Le second mandat de Lula est dominé par le Programme d'accélération de croissance, qui investit 262 milliards d'euros dans le développement des infrastructures (ports, routes, ponts, etc.), l'habitat social, l'urbanisa-

tion des favelas, et surtout, les politiques énergétiques. « Si je devais choisir un symbole du changement de cap avec Lula, je citerais sa décision d'en finir avec l'achat à l'étranger de plates-formes pétrolières pour l'entreprise publique Petrobras, et de les fabriquer au Brésil, déclare Marcus Figueredo. Cela a relancé la construction navale moribonde, mais au-delà, c'est une orientation idéologique aux conséquences énormes », dit-il.

Des inégalités toujours criantes

Lorsque Petrobras révèle l'existence, au large des côtes brésiliennes, de gigantesques gisements de pétrole – la plus importante découverte des trente dernières années dans les Amériques –, Lula demande à sa majorité de changer le cadre législatif pour en finir avec le régime de concessions, trop généreux, selon lui, envers les multinationales étrangères. Petrobras devient l'entreprise privilégiée, et les bénéfices à venir iront à un fonds souverain destiné à financer l'éducation, la santé, et à améliorer les conditions de vie des plus pauvres.

Car, si le Brésil a beaucoup changé, et vite, il reste l'un des pays les plus inégaux dans le continent le plus inégal du monde. Avec le boom des dernières années, les autorités et une partie des analystes ne sont pas à l'abri de la complaisance et de l'autocélébration. Même si le nombre de foyers ayant accès à l'eau courante a augmenté de 30 % au cours de la dernière décennie, douze millions de familles en sont encore exclues, alors que 56 % des domiciles n'ont pas de tout-à-l'égout. La mortalité infantile a chuté, mais les conditions d'accueil de la santé publique restent déplorable. L'université publique relève la tête, mais le Brésil comptait encore 14 millions d'analphabètes en 2008, et l'enseignement dans ses écoles et lycées, où les professeurs sont payés une misère, est un des plus mauvais d'Amérique latine. Malgré quelques expériences intéressantes dans la politique de sécurité, la violence continue à tuer au Brésil plus de 40 000 personnes par an, un chiffre digne d'un pays en guerre.

Marcelo Neri est toutefois optimiste : les études montrent qu'au lieu de se réfugier dans la consommation, les Brésiliens, même les plus pauvres, investissent d'abord dans l'éducation de leurs enfants. « Avant, le sentiment d'urgence était tel que chacun ne pensait qu'à son quotidien. Aujourd'hui, la population est plus concernée par des problématiques collectives comme la santé, l'éducation, les infrastructures », dit-il. Rappelant le mot prêté au général de Gaulle, selon lequel le Brésil ne serait pas un pays sérieux, l'économiste conclut : « De Gaulle a eu longtemps raison. Mais les choses changent. Nous sommes en train de devenir un pays sérieux. » ■